



## Bourse Uemoa

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...*

• (Page 07)

## Protection sociale

**Le Togo place les ménages vulnérables au centre de l'action publique**

*Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, réaffirme son engagement en faveur des populations vulnérables à travers des actions concrètes. ...*

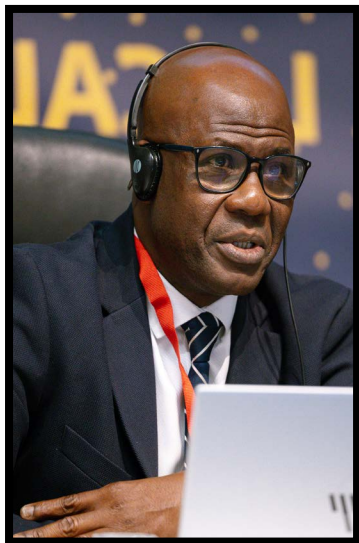
• (Page 09)

## PRIMA-TOGO et ProMIFA

**Opérationnalisation des organes de gestion de plaintes**

*Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources Animales et de la Souveraineté Alimentaire, opérationnalise ...*

• (Page 10)



## Internet haut débit

# S'abonner à Canalbox n'a jamais été aussi simple



## Financement des collectivités territoriales

• (Page 04)

# Le plaidoyer du FACT au Parlement européen

• (Page 03)

## Croissance verte

**Le Togo se dote d'un cadre national pour structurer les projets climatiques**

*À Lomé, le gouvernement togolais a procédé, le 17 décembre 2025, au lancement officiel du Cadre national ...*

• (Page 02)

## Togo

**Le Président du Conseil, Champion de la petite enfance**

*Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a accordé ce jeudi 18 décembre 2025, une audience au Directeur régional du...*

• (Pages 04)

## BOAD

**9 916,6 milliards FCFA d'engagements en faveur des économies**

*Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de l'Institution, a présidé les travaux de la 149ème session ordinaire du Conseil d'Administration. ...*

• (Page 05)

## Zone de production café-cacao

**Des cadeaux de fin d'années offerts aux chefs traditionnels**

*Les chefs traditionnels des zones de production de la filière café et cacao ont reçu des cadeaux de fin d'années du Comité de coordination pour les filières ...*

• (Page 11)





# Croissance verte

## Le Togo se dote d'un cadre national pour structurer les projets climatiques

A Lomé, le gouvernement togolais a procédé, le 17 décembre 2025, au lancement officiel du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques. Une initiative stratégique qui traduit, dans le prolongement de la COP30, la volonté des autorités de mieux coordonner les actions en faveur d'une croissance verte, résiliente et durable.



● Wilson Lawson

La COP30 n'a pas encore livré tous ses enseignements que le Togo pose déjà des actes concrets. Le ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique a officiellement lancé, le 17 décembre 2025 à Lomé, le Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques. L'objectif est clair : fédérer et structurer les interventions nationales pour faire face aux défis climatiques tout en soutenant le développement économique. La cérémonie a été présidée par le représentant du ministre en charge de l'Environnement, Dr Kokouvi Gbaley Akpamou, en présence de Philippe Ademayakpo, représentant le ministre délégué chargé de la Promotion des investissements. Elle a rassemblé un large éventail d'acteurs, notamment des représentants des ministères sectoriels, des collectivités territoriales, des institutions financières, des

partenaires techniques et financiers, du secteur privé et des organisations de la société civile. Tous ont partagé un même constat : malgré la multiplication des initiatives en matière de protection de l'environnement et d'adaptation au changement climatique, les actions demeurent souvent dispersées, insuffisamment coordonnées et parfois peu lisibles pour les bailleurs. Le nouveau cadre vise ainsi à combler cette lacune en proposant une vision nationale cohérente et partagée pour l'identification, le montage et le financement de projets climatiques structurants et « bankables ».

### Attirer les financements climatiques

Placée sous le thème « Fédérer les interventions autour des priorités de développement pour une croissance verte au Togo », la cérémonie a également servi de plateforme de dialogue entre les différents acteurs impliqués dans la finance climatique. Le Système des Nations Unies, l'Union européenne,

la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), le Groupe Ecobank et Coris Banque, entre autres, ont présenté les mécanismes de financement existants ainsi que leurs critères d'éligibilité. Les échanges ont mis en évidence l'importance cruciale de disposer d'un pipeline de projets bien structuré pour capter les ressources des grands fonds climatiques et susciter l'intérêt des investisseurs privés. Les partenaires financiers ont insisté sur la qualité des projets, la clarté des objectifs, la viabilité économique et l'alignement avec les priorités nationales et internationales en matière de climat. À l'issue des travaux, plusieurs orientations majeures ont été dégagées, notamment le renforcement de la gouvernance du secteur environnemental, la poursuite de la structuration d'un portefeuille de projets à partir des données collectées, ainsi que l'élaboration d'une feuille de route commune pour harmoniser les priorités et les démarches de mobilisation des financements. Autant d'éléments destinés à améliorer la crédibilité et l'attractivité des projets climatiques togolais. Avec la mise en place de ce Cadre national, le Togo franchit une étape décisive dans sa stratégie climatique. L'initiative s'inscrit dans la continuité des engagements pris sur la scène internationale et traduit la volonté du pays de transformer les défis climatiques en opportunités d'investissement durable.



## AUX DÉCIDEURS ...

### Le temps de la coordination et de l'audace

À peine les projecteurs de la COP30 se sont-ils éteints que le Togo donne déjà le ton. Avec le lancement du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques, les autorités togolaises envoient un signal fort : celui d'un pays décidé à passer du discours à l'action, et surtout à structurer son action climatique autour d'une vision claire, cohérente et ambitieuse.

Pendant longtemps, l'Afrique – et le Togo n'y a pas échappé – a souffert d'un paradoxe climatique. D'un côté, une volonté politique affichée, des initiatives multiples et des partenaires mobilisés ; de l'autre, une dispersion des efforts, des projets isolés et une difficulté chronique à accéder aux financements internationaux pourtant disponibles. Le constat posé lors de la cérémonie de lancement est sans détour : sans coordination, sans lisibilité et sans projets « bankables », les bonnes intentions restent lettre morte. Le nouveau cadre national vient précisément répondre à cette faiblesse structurelle. Il ne s'agit pas d'un document de plus, mais d'un outil stratégique destiné à fédérer l'ensemble des acteurs – administrations, collectivités, secteur privé, société civile et partenaires financiers – autour d'un même langage et d'une même méthode. À l'heure où la finance climatique devient de plus en plus exigeante, seuls les pays capables de présenter des projets crédibles, alignés sur leurs priorités de développement et conformes aux standards internationaux peuvent espérer capter des ressources conséquentes.

L'autre mérite de cette initiative est de replacer la question climatique au cœur du développement économique. L'enjeu n'est plus seulement de protéger l'environnement, mais de transformer les contraintes climatiques en opportunités d'investissement durable, créatrices d'emplois et de valeur ajoutée. Les échanges avec les institutions comme la BOAD, l'Union européenne ou les banques commerciales l'ont clairement montré : l'argent existe, mais il va là où les projets sont solides, structurés et portés par une gouvernance crédible.

Toutefois, ce cadre, aussi pertinent soit-il, ne produira ses effets que s'il est suivi d'actions concrètes et mesurables. La structuration d'un véritable pipeline de projets, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en œuvre d'une feuille de route partagée seront les véritables tests de cette ambition. Le défi est désormais d'éviter que cet élan ne s'essouffle et que la coordination annoncée ne reste théorique.

En prenant cette initiative dans le sillage de la COP30, le Togo affirme sa volonté de ne plus subir l'agenda climatique, mais d'y prendre toute sa place. Le message est clair : le temps des projets dispersés est révolu. Place à une action climatique structurée, lisible et tournée vers l'investissement. Reste maintenant à transformer l'essai, car sur le climat comme sur le développement, l'histoire ne retient que ceux qui savent allier vision et exécution.

M.T

### Le Togo en chiffres

#### DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)



# CANALBOX booste la fin d'année avec des **offres toujours plus accessibles** : gratuité des frais d'accès, extension du réseau à APESSITO et avancées digitales

Leader incontesté de l'Internet Très Haut Débit au Togo, Canalbox annonce une série d'initiatives majeures pour accompagner la forte demande de connectivité en cette fin d'année. L'opérateur, qui couvre désormais près de 500 000 foyers et entreprises grâce à son réseau FTTH moderne et indépendant, lance une dynamique festive articulée autour de trois atouts clés :

- **La gratuité des frais d'accès au service,**
- **L'ouverture de la nouvelle zone de couverture APESSITO,**
- **De nouvelles solutions digitales pour simplifier le parcours client**

## Spécial Fêtes : s'abonner à Canalbox n'a jamais été aussi simple

À l'approche des fêtes de fin d'année, moment privilégié où les familles se retrouvent pour partager, célébrer et créer des souvenirs, Canalbox met en avant plusieurs avantages clés permettant à chacun de profiter pleinement du Très Haut Débit :

- **Frais d'accès offerts** : une opportunité idéale pour s'abonner sans aucun coût initial et équiper son foyer avant les fêtes.

- **Pensé pour les fêtes en famille** : films et séries à regarder ensemble, appels vidéo avec les proches éloignés, musique pour animer les soirées, jeux en ligne avec les enfants... une connexion stable et illimitée dès **15 000 F CFA/mois** pour vivre pleinement chaque instant.

## Ne perdez pas un instant de bonheur : restez connectés avec ceux que vous aimez.

- **Installation rapide et simplifiée** : tout est conçu pour permettre aux nouveaux abonnés de disposer de l'Internet Très Haut Débit à temps pour les fêtes.



## APESSITO : une nouvelle zone désormais couverte

Canalbox poursuit la densification de sa couverture réseau FTTH, déjà déployé dans les préfectures du Golfe, d'Agoè-Nyivé, du Zio et du Lac, en annonçant l'ouverture de la zone **APESSITO**.

Cette nouvelle phase d'expansion permettra à plusieurs centaines de ménages de bénéficier d'un accès fiable, moderne et rapide à Internet. Une avancée

stratégique, particulièrement en cette période festive où les besoins en connectivité augmentent fortement.



## Une expérience client réinventée : auto-éligibilité et réabonnement facilité

Fidèle à sa vision d'innovation continue, Canalbox déploie de nouveaux outils digitaux destinés à fluidifier le parcours client :

- **Une application d'auto-éligibilité**

Cette solution permet à chaque foyer de vérifier instantanément si son logement est couvert par le réseau FTTH Canalbox. Simple, intuitive et accessible à tous, elle réduit considérablement le délai entre l'intérêt du client et son installation effective.

- **Un parcours de réabonnement digitalisé, en partenariat avec SEMOA**

Grâce à une collaboration renforcée avec la startup togolaise SEMOA, Canalbox met à disposition une plateforme unifiée de réabonnement permettant aux clients de renouveler leur abonnement en quelques clics via un dispositif 100 % digital.



## Un partenariat structurant avec SEMOA : catalyser l'innovation et l'économie numérique togolaise

En collaborant avec SEMOA – l'une des startups les plus dynamiques de la fintech et du digital au Togo – Canal-

box confirme son rôle moteur dans le développement du secteur technologique national.

Ce partenariat stratégique vise :

- **À accélérer la digitalisation des services Internet dans le pays,**
- **À renforcer les compétences technologiques locales,**
- **Et à soutenir l'écosystème entrepreneurial togolais, en ligne avec les engagements sociétaux de l'entreprise.**

Il s'inscrit ainsi dans la continuité d'une politique volontaire de Canalbox qui, en plus de créer plusieurs centaines d'emplois majoritairement nationaux, multiplie les collaborations avec des acteurs locaux.



Grâce à ces initiatives — gratuité des frais d'accès pour les fêtes, extension du réseau à APESSITO et innovations majeures en matière de digitalisation — Canalbox offre aux ménages togolais une opportunité unique de se connecter au Très Haut Débit dans les meilleures conditions, tout en permettant de **profiter pleinement des fêtes en famille**, connectés, proches et ensemble.



**À propos de Canalbox** : Canalbox est le fournisseur d'accès Internet par fibre optique du Groupe Vivendi Africa (GVA). Lancé en 2018, il s'est imposé comme le leader du Très Haut Débit au Togo. Canalbox est également présent en République du Congo, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, au Burkina Faso, en République Démocratique du Congo (RDC), en Ouganda et au Bénin. Sa mission est de démocratiser l'accès à une connexion rapide et illimitée pour tous les foyers et entreprises.

## Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

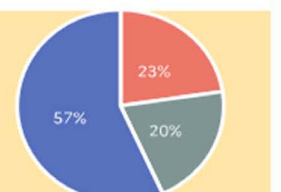
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

## Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)



Financement des collectivités territoriales

Le plaidoyer du FACT au Parlement européen

En marge du Forum des villes et régions pour les partenariats internationaux tenu à Bruxelles, le Secrétariat Technique de la Commission de Gestion du Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (ST-CG-FACT) a porté un plaidoyer en faveur d'un renforcement des ressources financières destinées aux communes et régions togolaises.

● Joël Yanclo

Au cœur des échanges, le rôle stratégique des collectivités territoriales dans le développement local, la résilience et la cohésion sociale. En effet, du 8 au 10 décembre 2025, s'est tenu à Bruxelles, le Forum des villes et régions pour les partenariats internationaux, une rencontre de haut niveau organisée par l'Union européenne pour réfléchir aux mécanismes de coopération et de financement des territoires. Au-delà des enjeux financiers, les discussions ont porté sur le développement territorial, la résilience des populations et le maintien de la paix dans les collectivités locales, en particulier dans des contextes fragiles. À cette occasion, le Secrétariat Technique de la Commission de Gestion du Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales au Togo (ST-CG-FACT) a activement pris part aux débats, soulignant la nécessité de mobiliser davantage de ressources financières pour permettre aux communes et régions de jouer pleinement leur rôle. Car, sans moyens suffisants, les collectivités territoriales ne peuvent répondre efficacement aux besoins croissants des populations. Au Parlement européen, le Dr Koumtchane Siangou, Secrétaire Technique de la CG-FACT, a mis en avant la politique de décentralisation impulsée par les plus hautes autorités togolaises. Il a rappelé que les collectivités territoriales disposent aujourd'hui d'un mandat clair et de compétences définies pour fournir des services essentiels aux citoyens, renforcer la cohésion sociale et contribuer à la stabilité des territoires. Intervenant lors d'un panel consacré aux stratégies et modes de financement des collectivités territoriales dans le cadre de l'initiative européenne Global Gateway, le ST-CG-FACT a insisté sur la place centrale des autorités locales, notamment dans les contextes fragiles. Santé, eau potable, appui social ou encore cohésion communautaire figurent parmi les



domaines où l'action des collectivités est déterminante.

Plus de financements pour une meilleure résilience

Dans son intervention, Dr Koumtchane Siangou a démontré que les collectivités territoriales sont les premières institutions au contact direct des populations. Cette proximité leur confère une connaissance fine des réalités locales, des tensions émergentes, des vulnérabilités sociales et des déplacements de populations. « Leur présence quotidienne sur le terrain leur permet d'identifier rapidement les risques et d'apporter des réponses immédiates », a-t-il déclaré. L'État togolais, a-t-il rappelé, consacre déjà des ressources importantes au financement des communes et régions afin de répondre aux besoins prioritaires des populations. Ces efforts se traduisent par la réalisation de forages, la construction de centres de santé, d'écoles et d'autres infrastructures sociales de base. Toutefois, face à l'ampleur des défis, ces moyens demeurent insuffisants. D'où l'appel lancé à Bruxelles en faveur d'une synergie d'actions impliquant l'État central, les collectivités territoriales, les partenaires techniques et financiers ainsi que les organisations de la société civile. Le Secrétaire Technique de la CG-FACT a ainsi plaidé pour que l'Union européenne soutienne directement les initiatives de l'État togolais en matière de financement des communes et régions, notamment à travers le Global Gateway. Selon lui, les efforts déployés par le Togo pour préserver la paix et la cohésion sociale constituent un socle solide pour attirer des investissements

durables et à fort impact local. « Le Togo est un pays de paix dont le premier citoyen, le Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, en est l'artisan et le garant. Je pense que cela constitue un atout pour encourager les investissements dans nos collectivités territoriales », a-t-il affirmé.

Le FACT pour l'équité territoriale

Le Forum des villes et régions pour les partenariats internationaux s'impose comme un cadre stratégique d'échanges entre l'Union européenne et les autorités locales, dans le but de renforcer la coopération décentralisée et à promouvoir un développement territorial inclusif. Il offre une tribune privilégiée pour porter la voix des collectivités et faire avancer les partenariats internationaux. Au cœur de ce plaidoyer se trouve le Fonds d'Appui aux Collectivités Territoriales (FACT), un mécanisme national mis en place par l'État togolais. Sa mission est de mobiliser et de redistribuer de manière équitable les ressources financières au profit des communes et régions, afin de réduire les disparités territoriales et de soutenir le développement local.



Togo

Le Président du Conseil, Champion de la petite enfance

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé a accordé ce jeudi 18 décembre 2025, une audience au Directeur régional du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Gilles Fagninou.

Au cœur des échanges figurent le partenariat entre le Togo et l'UNICEF ainsi que les progrès significatifs réalisés par le pays en matière de vaccination et de protection de l'enfance. Le Directeur régional de l'UNICEF s'est réjoui des efforts consentis par le gouvernement togolais, sous le leadership du Président du Conseil, notamment dans le renforcement des systèmes de santé, l'amélioration de la couverture vaccinale et la promotion du bien-être des enfants. « Nous avons félicité le Président du Conseil pour les efforts remarquables que le pays a faits ces dernières années en matière de vaccination des moins d'un an. Le Togo s'affiche comme l'un des pays ayant le plus progressé. Aujourd'hui, plus de neuf enfants sur dix âgés de moins d'un an sont vaccinés au Togo » a-t-il déclaré. Le Directeur régional de l'UNICEF a décerné à cet effet, au Président du Conseil,



le prix du Champion de la petite enfance. Il a, en outre, réaffirmé l'engagement constant de son institution à appuyer le Togo dans la mise en œuvre de sa politique nationale de protection de l'enfant. « Nous sommes venus pour présenter nos félicitations et pour voir avec le Président du Conseil et son équipe comment nous allons travailler ensemble pour renforcer ces résultats

et l'étendre à d'autres interventions à fort impact pour que l'enfant togolais, le petit enfant togolais puisse continuer à bénéficier de ce soutien et de cette mobilisation pour que son potentiel se développe pleinement » a précisé Monsieur Gilles Fagninou. Le partenariat entre le Togo et l'UNICEF s'aligne sur les axes prioritaires du Cadre de coopération du développement durable des Nations Unies 2023-2026. Ce programme comporte cinq composantes principales : la survie de l'enfant, l'éducation et le développement, la protection de l'enfant, les politiques sociales et l'efficacité du programme.

Avec [presidenceconseil.gouv.tg](https://presidenceconseil.gouv.tg)



Mécanisation agricole

Le Togo bénéficie d'un appui de la Chine

Au Togo, le secteur agricole enregistre un nouvel appui. Le directeur de cabinet du ministère de l'agriculture, Konlani Dindioque, a réceptionné le jeudi 18 décembre 2025, un lot d'équipements agricoles offert par la Chine, destiné aux Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) de Kara.

Le don, remis par l'ambassadrice de Chine, Wang Min, est composé de motoculteurs accompagnés de leurs accessoires, ainsi que de bottes et de chapeaux. Il vise à renforcer la mécanisation des activités agricoles et à améliorer l'efficacité du travail des producteurs, tout en contribuant à l'augmentation des ren-

dements et à de meilleures conditions d'exploitation. « Ces machines permettront la préparation des sols dans les bas-fonds, les zones maraîchères et rizicoles, les zones rurales à petites exploitations, ainsi que le transport des accessoires sur les sites aménagés », a indiqué Konlani Dindioque. Pour rappel, les ZAAP ont été lancées

pour permettre aux agriculteurs d'évoluer dans des cadres coopératifs, d'améliorer leur productivité et de booster leurs rendements. Fin 2023, le pays comptait 222 ZAAP couvrant une superficie totale de 32.230 hectares.

(Togo Officiel)





## 149ème réunion du Conseil d'Administration : la BOAD clôture l'année 2025 avec 9 916,6milliards FCFA d'engagements en faveur des économies de la zone UEMOA

**Lomé, le 18 décembre 2025. Monsieur Serge EKUE, Président du Conseil d'Administration, Président de l'Institution, a présidé les travaux de la 149ème session ordinaire du Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), tenue en format hybride.**

Après avoir approuvé le procès-verbal de la 148ème session, tenue en format hybride le 09 octobre 2025 à Lomé, le Conseil a émis un avis favorable sur l'état de recouvrement des créances sur prêts de la BOAD au 30 novembre 2025 et examiné les perspectives financières actualisées 2026-2030 de la Banque, ainsi que le projet de budget-programme 2026-2028.

Le Conseil a ensuite approuvé :

- Le réaménagement des conditions du prêt de la BOAD pour le financement partiel



du projet d'implantation et d'exploitation d'un complexe brassicole et d'une ligne de fabrication de canettes par la société COCA COLA DONGA BOTTLING COMPANY SA dans la zone industrielle de Sémé-Podji au Bénin ;

- Le réaménagement du prêt pour la construction et l'exploitation d'un complexe hôtelier à Saly et d'un immeuble à Dakar au Sénégal par la société SIPRES SA ;
- La réaffectation des ressources du Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience dans la Région des Savanes (PURS) en République Togolaise ;

**Les administrateurs ont également approuvé six (06) nouvelles opérations pour un montant global de 75 milliards FCFA, portant à 9 916,6milliards FCFA le montant global des financements de la BOAD (toutes opérations confondues), depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976.**

Les prêts approuvés concernent le financement partiel des projets, ci-après :

- **La construction et l'exploitation d'un complexe agro-industriel de transformation de noix brutes de cajou en Guinée Bissau.** Ce complexe d'une capacité nominale de 30 000 tonnes par an, extensible à 50 000 tonnes, permettra d'atteindre un taux de transformation locale de 50% à l'horizon 2030 en vue d'accroître la valeur ajoutée de la filière cajou et les revenus des acteurs du secteur, notam-

ment les producteurs. **Montant de l'opération : 10 milliards FCFA (dont 600 MFCFA de prise de participation de la BOAD au capital et 250 M FCFA de préfinancement de la participation de l'Etat Bissau-Guinéen au capital de l'entreprise).**

- **Réhabilitation et bitumage de la route Bobo-Dioulasso-Orodara-Frontière du Mali (130 km) au Burkina Faso.** L'objectif global du projet est d'améliorer les conditions de circulation des usagers dans la Province du Kénédougou ainsi que dans les sept (7) Communes concernées (Bobo-Dioulasso, Karangasso-sambla, Kourinion, Orodara, Samogohiri, Kangala, Kolo-ko). **Montant de l'opération : 20 milliards FCFA**

- **Construction et exploitation d'une unité d'assemblage robotisé de matériels informatiques et électroniques par la société SYRRIUS INDUSTRIES SA dans la Zone Industrielle de Glo-Djigbé, au Bénin.** Cette infrastructure contribuera à l'industrialisation du Bénin, à travers l'assemblage, en local, de terminaux électroniques et informatiques, notamment des ordinateurs, tablettes, téléphones et autres (décodeurs et drones), conformes aux standards internationaux, à des coûts compétitifs. **Montant de l'opération : 5 milliards FCFA**

- **Renouvellement de la contre-garantie partielle de la garantie mise en place par la Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) en faveur de la société AZITO Energie SA pour le compte de CI-ENERGIES.** Cette opération permettra entre autres à l'Etat de Côte d'Ivoire de respecter ses engagements financiers au titre de la convention de concession signée avec la société AZITO Energies SA. **Montant de l'opération : 10 milliards FCFA**

- **Construction et équipement de six (06) lycées professionnels en Agriculture et Agro-alimentaire (LPAA), en République du Sénégal, phase 1.** Ses infrastructures permettront de ren-



forcer l'offre nationale de formation professionnelle en agriculture et agro-alimentaire en développant des compétences adaptées aux besoins du marché, contribuant ainsi à l'employabilité et

à la productivité dans ces secteurs. **Montant de l'opération : 20 milliards FCFA**

- **Prise de participation complémentaire de la BOAD au capital du Fonds CAURIS IV.** La Banque contribue ainsi à l'investissement dans des PME/PMI recherchant du capital et de l'expertise, en vue d'exploiter les opportunités de croissance dans l'UEMOA, ou d'expansion dans des régions cibles (pays de la CEDEAO hors Nigéria et Afrique centrale francophone), soutenant ainsi la création d'emplois et de richesse. **Montant de l'opération : 10 milliards FCFA**

**Enfin, le Conseil a pris note des dossiers suivants, inscrits pour information :**

- Compte-rendu de la 52ème réunion du Comité d'Audit de la BOAD
- Projet d'Intensification de la Production agricole pour la sécurité alimentaire dans les régions de Tahoua et Tillabéry (PIPA/SA) en République du Niger : évaluation rétrospective d'impact intégrant l'analyse d'images satellites



- Évaluation de l'état de réalisation des résultats de développement et des impacts du portefeuille-pays des projets financés par la BOAD au Bénin de 2009 à 2024

- Projet d'Hybridation des Plateformes Multifonctionnelles au Togo financé par la BOAD et le fonds pour l'environnement mondial (FEM) : évaluation rétrospective de la réduction de l'émission de CO2 et de particules fines au niveau de quatorze (14) plateformes multifonctionnelles

- Affectation de la dotation annuelle ordinaire versée par les Etats au titre de l'exercice 2024

En clôturant les travaux, le Président du Conseil d'Administration, M. Serge EKUE a remercié les autorités togolaises et l'ensemble des équipes techniques pour toutes les dispositions prises en vue de la tenue de cette session dans les meilleures conditions.



Ghana

Le soutien du FMI commence à porter ses fruits

Le Ghana est confronté, depuis environ trois ans et demi, à une profonde crise macroéconomique et de la dette, alimentée par des fragilités internes et des chocs externes. Depuis mai 2023, le FMI apporte un soutien financier d'environ 2,8 milliards de dollars au pays.

Le programme triennal de facilité élargie de crédit (FEC) conclu entre le Ghana et le Fonds monétaire international commence à se traduire par des améliorations macroéconomiques tangibles. Les données officielles font état d'un recul des ratios d'endettement, d'une désinflation rapide et d'un renforcement des réserves extérieures. Selon le ministère ghanéen des Finances, le ratio dette publique/PIB est passé à 61,8 % en 2024, contre 68,7 % un an plus tôt. Cette amélioration résulte d'un ensemble de mesures de consolidation budgétaire, d'une croissance nominale du PIB plus robuste et des progrès réalisés dans la restructuration de la dette intérieure et extérieure dans le cadre du programme appuyé par le FMI. La soutenabilité de la dette constitue un pilier central de l'accord avec le FMI, qui vise à restaurer la confiance après le défaut du Ghana sur l'essentiel de sa dette extérieure en 2022. Dans ce cadre, le gouvernement s'est engagé à maîtriser les dépenses publiques, renforcer la mobilisation des recettes et réformer les pratiques de gestion de la dette. Les projections du FMI indiquent que la dette publique devrait continuer de reculer pour atteindre 56,6 % du PIB en 2025, sous réserve de la mise en œuvre intégrale des



réformes convenues et de la participation des créanciers au processus de restructuration. L'inflation, qui avait fortement augmenté au plus fort de la crise économique, s'est également nettement atténuée. Les chiffres officiels montrent que l'inflation globale s'élevait à 23,8 % fin 2024, avant d'entrer dans une trajectoire de désinflation marquée en 2025. Des données indépendantes indiquent un ralentissement à 9,4 % en septembre 2025, tandis que Statistics Ghana fait état de 6,3 % en glissement annuel en novembre 2025. Cela reflète une politique monétaire plus stricte, la stabilisation du cedi et de meilleures conditions d'approvisionnement alimentaire. Cette tendance à la désinflation a conduit le FMI à estimer que l'orientation de la politique monétaire est globalement conforme aux objectifs du programme, même si des risques subsistent, notamment liés aux prix de l'énergie et à la volatilité du taux de change. Sur le plan extérieur, les marges de manœuvre du Ghana se sont sensiblement renforcées. Le ministère des Finances indique que les réserves inter-

nationales brutes ont atteint environ 8,98 milliards de dollars fin décembre 2024, soit l'équivalent de quatre mois d'importations, contre près de 6 milliards de dollars un an auparavant. Cette accumulation est soutenue par l'amélioration des recettes d'exportation, en particulier de l'or et du cacao, ainsi que par les décaissements du FMI et le retour de la confiance sur le marché des changes. Les réserves ont continué d'augmenter au premier semestre 2025, les estimations internationales les situant à plus de 11 milliards de dollars fin juin, portant la couverture des importations à près de cinq mois et renforçant la capacité du pays à absorber les chocs extérieurs. Le programme du FMI cible également des faiblesses structurelles à l'origine de la crise, notamment dans la gestion des finances publiques et les entreprises publiques. Les réformes des prix de l'énergie, de l'administration fiscale et du contrôle des dépenses visent à éviter un retour à des déficits budgétaires élevés après la fin du programme.

Sénégal

Lancement de l'aménagement de l'Agropole Centre à 192 millions \$

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à 16 % au PIB et emploie environ 22 % de la population active. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement intensifie ses efforts dans la transformation agroalimentaire, pour créer plus de valeur et stimuler la production.

Au Sénégal, le coup d'envoi du projet de zone de transformation agro-industrielle de l'Agropole Centre a été officiellement donné le 16 décembre dernier, selon les informations relayées par l'Agence de presse sénégalaise (APS). D'un coût total de 107,4 milliards FCFA (environ 191,7 millions USD) cette initiative destinée à renforcer la transformation locale des productions agricoles, est financé par l'État avec l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers, dont la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID) et l'Agence belge de développement (Enabel). Selon les autorités, l'Agropole Centre devrait permettre la mise en œuvre de 37 projets structurants dans des filières jugées stratégiques, notamment l'arachide, les céréales sèches (mil, maïs, sorgho), le sésame et le sel dans les régions de Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Les interventions porteront principalement sur l'implantation d'unités industrielles et de plateformes de transformation. L'initiative vise une progression notable du taux de transformation industrielle dans la région, avec une hausse attendue de 6 à 30 % pour les céréales ciblées, de 15 à 50 % pour



l'arachide et de 10 à 30 % pour le sel. Sur le plan socio-économique, il est attendu la création de près de 130 000 emplois directs et de plus de 200 000 emplois indirects, principalement au profit des jeunes et des femmes, très présents dans les chaînes de valeur agricoles. Le projet ambitionne également d'améliorer les revenus des producteurs grâce à une meilleure valorisation des matières premières locales. « L'Agropole Centre est un projet d'envergure qui essaie de promouvoir l'équité territoriale pour faire de la zone centre un lieu de transformation agro-industrielle censée piloter tout ce qui est transformation des produits issus du terroir, pour plus de valeur ajoutée qui va se traduire en termes d'emplois créés », explique Babou Dramé, coordonnateur du projet. L'Agropole Centre s'inscrit par ailleurs dans une approche intégrée de développement des chaînes de valeur. Tandis que le ministère de l'Industrie et du Commerce pilote les volets liés à la transformation et à l'in-

dustrialisation, le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage est chargé de renforcer l'offre en matières premières, notamment à travers l'appui aux organisations de producteurs, l'amélioration de la productivité agricole et la maîtrise de l'eau.

Un plan d'investissement plus vaste

L'Agropole Centre n'est pas un projet de transformation agro-industrielle isolé. Il constitue une composante régionale du Programme national de développement des agropoles du Sénégal (PN-DAS), destiné à structurer et moderniser l'agro-industrie à l'échelle nationale. Ce programme prévoit l'aménagement de quatre autres agropoles dans le Sud (Ziguinchor, Kolda, Sédhiou), à l'Ouest (Thiès), au Nord (Saint-Louis, Louga, Matam) et à l'Est (Tambacounda, Kédougou) du pays. Le PN-DAS repose sur une logique de spécialisation régionale, chaque agropole valorisant les filières dominantes de son territoire. Ainsi, l'Agropole Nord se concentre par exemple sur le riz, l'horticulture d'exportation, l'élevage de bétail ou encore la pêche et l'aquaculture, tandis que celui du Sud privilégie la mangue, l'anacarde et le maïs.

Avec Agence Ecofin

Cryptomonnaies

Luno et AltSchool Africa lancent la plus grande initiative de formation gratuite

La plateforme mondiale de cryptomonnaies Luno, fondée en Afrique, s'est associée à AltSchool Africa, un acteur majeur de la formation en ligne accréditée, pour offrir une éducation complète et entièrement financée à 15 000 résidents nigériens autour des actifs numériques.

Baptisé "Demystifying Crypto for Africans", ce programme constitue la plus grande initiative éducative en matière de cryptomonnaies sur le continent et s'inscrit dans les efforts continus de Luno pour renforcer la confiance dans les actifs numériques et encourager une participation plus sûre à l'économie numérique. L'Afrique voit son paysage financier digital se transformer rapidement. Au Nigeria, environ un tiers de la population interagit déjà avec des actifs numériques, mais un manque de connaissances structurées freine l'adoption sûre et responsable de ces technologies. Ce partenariat répond précisément à ce défi en proposant une formation bien organisée, pratique et



adaptée au contexte africain, avec pour ambition de combattre la désinformation et de réduire les risques financiers liés aux cryptoactifs non régulés. Luno apporte son expertise en matière de participation sûre au monde des cryptomonnaies, tandis

qu'AltSchool Africa contribue son expérience en matière de formation digitale accessible et efficace. Le programme, qui débutera en mars 2026 et se déroulera tout au long de l'année, sera dirigé par l'expert Web3 Abdulsamad Tiamiyu. Il

offrira une introduction pratique et centrée sur l'Afrique aux principes fondamentaux des cryptomonnaies, en abordant des sujets tels que l'épargne, les transferts d'argent, le trading international et l'entrepreneuriat. Les participants auront accès à un cursus complet conçu pour être réalisé en trois à quatre semaines, mais pourront consulter les ressources pédagogiques jusqu'à un an après l'inscription. Le contenu inclura des cours vidéo en ligne, des présentations interactives, des quiz et des études de cas, et combinera théorie et pratique. Les apprenants seront notamment guidés dans l'utilisation de portefeuilles numériques, de plateformes d'échange, de stablecoins et d'outils de re-

cherche comme CoinGecko et Etherscan, leur donnant les compétences nécessaires pour utiliser les monnaies digitales dans leurs activités financières quotidiennes. À l'issue du parcours, les participants recevront un Certificat de réussite délivré par AltSchool Africa. Pour Ayotunde Alabi, directeur général de Luno Nigeria, cette initiative intervient à un moment crucial du développement de l'écosystème numérique africain. Il affirme que l'accélération de l'adoption des cryptomonnaies doit s'accompagner d'une littérature formelle afin que chacun puisse participer de manière sûre et significative. Cette collaboration avec AltSchool Africa représente, selon lui, un investissement fondamen-

tal dans l'intégrité de l'industrie, en offrant une éducation structurée et de haute qualité pour permettre aux Africains de s'engager avec confiance, sécurité et durabilité dans l'économie digitale. Adewale Yusuf, cofondateur et PDG d'AltSchool Africa, a exprimé son enthousiasme face à ce partenariat, qu'il décrit comme une étape majeure vers une éducation financière véritablement utile pour les Africains. Il a insisté sur le fait que cette initiative va au-delà d'un simple cours : elle représente un investissement dans l'autonomisation économique et l'avenir d'un continent prêt à participer pleinement à l'économie digitale mondiale.

Avec afriqueitnews.com



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 19 décembre 2025

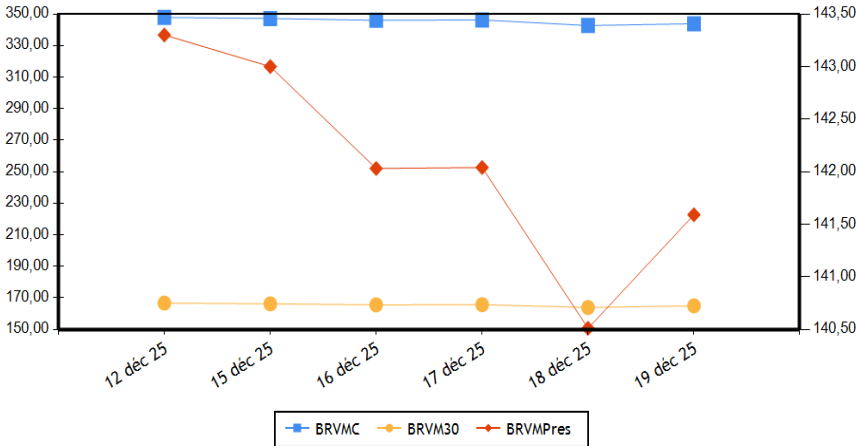
N° 242

BRVM COMPOSITE	343,83
Variation Jour	0,34 %
Variation annuelle	24,57 %

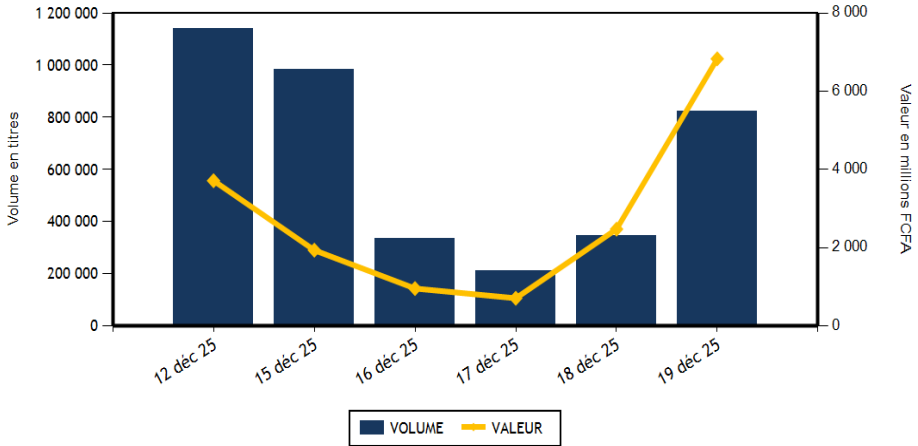
BRVM 30	164,88
Variation Jour	0,63 %
Variation annuelle	18,84 %

BRVM PRESTIGE	141,59
Variation Jour	0,77 %
Variation annuelle	23,29 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 256 662 571 476	0,34 %
Volume échangé (Actions & Droits)	294 667	-13,37 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 339 554 654	38,53 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	41,67 %
Nombre de titres en baisse	17	-5,56 %
Nombre de titres inchangés	12	-25,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 412 257 077 858	-0,01 %
Volume échangé	527 299	8 425,45 %
Valeur transigée (FCFA)	3 488 925 450	5 618,50 %
Nombre de titres transigés	8	33,33 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	6	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	1 540	7,32 %	208,00 %
SMB CI (SMBC)	9 700	3,19 %	12,73 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	15 500	2,89 %	76,24 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 115	2,76 %	43,87 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 545	2,41 %	10,65 %

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	37 000	-7,50 %	471,43 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 020	-4,73 %	58,95 %
SICOR CI (SICC)	3 505	-3,71 %	-12,38 %
BERNABE CI (BNBC)	1 425	-1,38 %	33,80 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 565	-1,35 %	-0,39 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	141,59	0,77 %	23,29 %	134 000	3 141 321 970	10,80
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	219,45	-0,26 %	58,90 %	160 667	198 232 684	13,96

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	262,27	-1,55 %	123,47 %	21 581	53 275 240	11,35
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	720,04	0,77 %	-5,75 %	124 145	3 014 476 830	9,93
BRVM - FINANCES	16	147,30	0,64 %	44,77 %	127 196	208 106 984	9,50
BRVM - TRANSPORT	1	362,26	-0,67 %	10,25 %	2 228	3 295 355	3,82
BRVM - AGRICULTURE	5	336,05	-0,16 %	70,52 %	5 223	28 824 775	10,92
BRVM - DISTRIBUTION	7	502,65	0,02 %	49,92 %	11 205	27 846 050	49,74
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	596,54	0,00 %	-8,15 %	3 089	3 729 420	9,17

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,68	0,82 %	-6,32 %	121 370	3 006 227 575	9,78
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	170,70	-0,23 %	70,70 %	17 969	28 933 825	62,96
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	144,77	0,64 %	44,77 %	127 196	208 106 984	9,50
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	218,71	-1,51 %	118,71 %	6 613	52 425 700	11,52
BRVM - INDUSTRIELS	6	128,91	0,22 %	28,91 %	13 991	22 486 140	7,59
BRVM - ENERGIE	4	113,00	0,92 %	13,00 %	4 753	13 125 175	14,02
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,31	-0,32 %	11,31 %	2 775	8 249 255	9,85



Budget

Le Parlement s'organise pour éviter un « shutdown » à la française

Faute d'accord politique sur le budget de l'État, l'exécutif s'oriente vers une loi spéciale pour éviter une paralysie financière dès le début de l'année. Un vote express est envisagé au Parlement, tandis que le débat sur le recours au 49.3 ressurgit.

Mis en échec dans sa tentative de faire émerger un compromis parlementaire sur le budget de l'État, le Premier ministre Sébastien Lecornu n'a pas encore officialisé le recours à cette loi spéciale, conçue pour éviter un " shutdown " à la française. L'impasse budgétaire pousse le gouvernement à une solution de dernier recours. Après l'échec des discussions entre députés et sénateurs, le Parlement se prépare à examiner en urgence une « loi spéciale », destinée à assurer provisoirement le financement de l'État et des administrations. Un texte technique, mais politiquement révélateur d'un blocage persistant au sommet de l'exécutif. Les commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ont d'ores et déjà convoqué leurs membres pour auditionner, lundi et mardi, le ministre de l'Économie Roland Lescure, et examiner le projet, avant même son adoption formelle en conseil des ministres. Mis en échec dans sa tentative de faire émerger un compromis parlementaire sur le budget de l'État, le Premier ministre Sébastien Lecornu n'a pas encore officialisé le recours



à cette loi spéciale, conçue pour éviter un « shutdown » à la française. Vendredi, il s'est borné à annoncer l'ouverture de consultations politiques, affirmant vouloir « protéger les Français et trouver les conditions d'une solution », tout en reconnaissant le désaccord profond entre les deux chambres. Ces échanges ont débuté dès dimanche avec les responsables des groupes Renaissance et Horizons, avant de se poursuivre lundi avec Les Républicains, le MoDem, le Parti socialiste et les Écologistes.

Le retour du 49.3 dans le débat

Si la méthode a permis l'adoption du budget de la Sécurité sociale le 16 décembre, grâce au soutien du Parti socialiste et à la suspension de la réforme des retraites, elle atteint

ses limites sur le budget de l'État. La question du recours à l'article 49.3, écarté jusqu'ici, revient désormais au cœur des discussions. La droite pousse ouvertement le Premier ministre à l'utiliser. « Ce que je demande à Sébastien Lecornu, c'est de faire machine arrière et de se saisir du 49.3 pour donner un budget responsable au pays », a déclaré le président des Républicains, Bruno Retailleau, dans Ouest-France. Même ligne du côté de Philippe Juvin, rapporteur LR du budget à l'Assemblée : « Une loi spéciale mardi, puis un accord sur quelques principes de base, converti par un 49.3 en janvier », a-t-il expliqué dans Le Parisien. D'autres options existent, comme le recours aux ordonnances, mais cette procédure inédite sur un budget soulève de lourdes interrogations constitutionnelles et apparaît politiquement risquée. À l'inverse, la loi spéciale constitue un outil déjà utilisé. Elle avait été adoptée l'an dernier après la chute du gouvernement de Michel Barnier, renversé par une motion de censure, et avait alors recueilli le soutien de l'ensemble des forces politiques au nom de la stabilité institutionnelle.

(Avec AFP)

Mexique

«Cet avion ne décollera pas tant que nous n'aurons pas été payés»

À la veille des Fêtes, un pilote de la compagnie aérienne Magnicharters a refusé d'assurer un vol entre Mexico et Cancun en raison de cinq mois de salaire impayés.

L'autorité mexicaine de l'aviation civile a lancé une enquête vendredi après qu'un pilote de ligne eut refusé de décoller pour dénoncer cinq mois de salaires impayés, comme il l'a expliqué aux dizaines de passagers retenus. «Cet avion ne décollera pas tant que nous n'aurons pas reçu ce qui nous est dû», a déclaré le pilote dans une annonce aux passagers, selon une vidéo diffusée en ligne par un passager et qui a fait le buzz, mais dont l'origine n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante par l'AFP. L'aéroport international Benito Juárez de Mexico a confirmé un incident vers 15h00 locales (22h00 en Suisse) sur le vol GMT780 de la compagnie aérienne Magnicharters qui devait relier la capitale à la station balnéaire de Cancun (sud-est) dans les Caraïbes. Il a précisé sur le réseau social X qu'une enquête



était menée par l'agence de l'aviation civile (AFAC). Cette dernière a précisé dans un communiqué que le vol avait d'abord tenté de décoller sans succès en raison d'un «problème mineur sur l'appareil». L'équipage avait alors été remplacé et c'est à ce moment que «le pilote a fait une déclaration aux passagers», selon le régulateur. Selon des médias mexicains, le capitaine a été interpellé, ce que n'a pas confirmé l'AFAC, tandis que les passagers ont été évacués. Dans la vidéo en ligne, le pilote s'identifie comme

Edgar Macias et explique les raisons de son action et les détails de sa situation professionnelle. Il affirme qu'on lui doit plus de cinq mois de salaire et de frais de déplacement, et que ni lui ni ses collègues ne bénéficient d'un syndicat pour les protéger. «Je suis triste pour vous, car vous ne méritez pas cela. Je travaille pour cette compagnie aérienne depuis près de trois ans et je n'ai jamais manqué un vol», a déploré Edgar Macias devant les passagers, ajoutant qu'il était père de trois enfants.

(afp)

Défense et aérospatiale

Emmanuel Macron aux Émirats arabes unis,

Emmanuel Macron a choisi de passer Noël aux Émirats arabes unis. Une visite à forte portée stratégique, où le président entend à la fois afficher le soutien de la France à ses forces armées et renforcer la coopération d'Abou Dhabi dans la lutte contre le narcotrafic.

Accompagné notamment de la ministre des Armées Catherine Vautrin, Emmanuel Macron est arrivé dimanche en fin de matinée à Abou Dhabi. Son programme prévoit d'abord une visite du musée national Zayed, avant un entretien avec le président émirati, Mohammed ben Zayed Al Nahyane. Selon l'Élysée, les discussions doivent porter sur le « renforcement du partenariat stratégique », en particulier dans les domaines de la sécurité et de la défense. Plus de 900 militaires français sont actuellement déployés aux Émirats arabes unis, répartis sur trois bases. Emmanuel Macron doit s'adresser à ces troupes dimanche après-midi, avant de partager un dîner de Noël préparé par les chefs cuisiniers de l'Élysée. Le président a pour habitude de passer les fêtes de fin d'année auprès de soldats français engagés à l'étranger. Cette année, le choix des Émirats s'explique par une région qui « cristallise un ensemble de crises », selon la présidence.

Le narcotrafic au cœur des discussions

États-Unis

Warner Bros Discovery rejette la contre-offre de Paramount

Le groupe de télévision a préféré l'offre de rachat de Netflix à celle de son concurrent.

Le groupe de télévision et cinéma Warner Bros Discovery (WBD) a rejeté la contre-offre de rachat soumise par son concurrent Paramount Skydance et confirmé opter pour le projet de rachat de Netflix, a-t-il annoncé mercredi. La proposition de Paramount, qui valorisait la cible à 108 milliards de dollars, «n'est pas dans l'intérêt de WBD», a fait savoir le conseil d'administration dans un communiqué, recommandant à ses actionnaires de privilégier l'offre de Netflix.

Une offre à 82,7 milliards

Cette fin de non recevoir était attendue, les administrateurs ayant préalablement affiché leur préférence pour Netflix et annoncé, début décembre, un accord avec la première plateforme de streaming vidéo au monde. Cette dernière ne propose, elle, d'acquiescer que le studio de cinéma Warner Bros et l'ensemble HBO (chaînes et plateforme de streaming HBO Max),



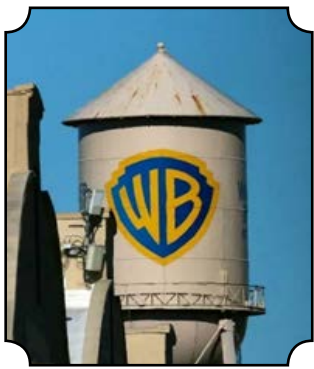
Au-delà des coopérations militaires traditionnelles, Paris souhaite obtenir un engagement accru d'Abou Dhabi dans la « guerre » déclarée par l'exécutif français au narcotrafic. Plusieurs figures du grand banditisme seraient installées aux Émirats, notamment à Dubaï, où elles auraient constitué d'importants patrimoines immobiliers. Le sujet est devenu central en France depuis l'assassinat, en novembre à Marseille, de Mehdi Kessaci, frère d'un militant engagé contre le narcotrafic. Mardi, Emmanuel Macron a affirmé vouloir renforcer la coopération avec les pays où se trouvent certaines « têtes de réseau », afin de permettre la saisie de leurs biens et leur arrestation. Le ministre de la Justice, Gérald Darmanin, a

déjà demandé en novembre l'extradition d'une quinzaine de narcotrafiquants présumés recherchés par la France.

Un conseil des ministres lundi soir

Les forces françaises sont également engagées dans l'opération Aspides, destinée à protéger la navigation commerciale contre les attaques des Houthis en mer Rouge, ainsi que dans l'opération Chammal, au sein de la coalition internationale contre le groupe État islamique. Pour l'Élysée, cette présence militaire illustre la volonté de la France de conserver une capacité d'« action autonome » dans un contexte international tendu. Lundi, Emmanuel Macron doit assister à une démonstration des moyens militaires français dans la région, avant de regagner Paris. Un retour attendu sur un tout autre front : celui du budget de l'État. Faute d'accord entre députés et sénateurs, un conseil des ministres est prévu lundi soir pour tenter de sortir d'une impasse politique.

(Avec AFP)



pour 82,7 milliards de dollars dette comprise (72 hors dette). L'opération se ferait après la scission, par WBD, entre ce sous-ensemble et un portefeuille de chaînes, dont CNN et Discovery, qui seraient logées dans une nouvelle société cotée ad hoc baptisée Discovery Global. Selon le président du conseil de Warner Bros Discovery, Samuel Di Pazzia, les administrateurs voient dans le schéma de Paramount Skydance (PSKY) «des risques et des coûts significatifs». Il affirme que son acquéreur potentiel n'a pas apporté de réponses satisfaisantes aux inquiétudes exprimées par le conseil. Au premier rang de ces préoccupations, «PSKY

a systématiquement trompé les actionnaires de WBD en assurant que l'opération bénéficiait d'une «garantie illimitée» de la famille Ellison. Ce n'est pas le cas», fait valoir le conseil. Pour boucler le financement de son offre, Paramount Skydance a ainsi dit apporter la garantie de la famille Ellison, en particulier celle du père du patron David Ellison, Larry Ellison, dont la fortune est estimée par le magazine Forbes à près de 240 milliards de dollars. Sollicité par l'AFP, Paramount Skydance n'a pas donné suite dans l'immédiat. Le rachat de WBD par PSKY passerait par une levée de dette colossale, Paramount Skydance ne pesant que 15 milliards de capitalisation boursière contre près de 72 milliards pour sa cible. Dans les échanges électroniques préalables à l'ouverture de Wall Street, le titre Paramount Skydance abandonnait 2,13%, celui de WBD, 1,21%, tandis que Netflix gagnait 1,60%.

(afp)



## Protection sociale

## Le Togo place les ménages vulnérables au centre de l'action publique

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, réaffirme son engagement en faveur des populations vulnérables à travers des actions concrètes. Le lancement officiel du Programme national de protection sociale (PNPS), le 18 décembre 2025 à Agoè-Nyivé 4, marque une étape majeure dans le renforcement des filets sociaux et de l'inclusion au Togo.

● Joël Yanclo

Fidèle à sa politique de promotion du bien-être des populations togolaises, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, place la protection sociale au cœur de l'action publique. Cette orientation stratégique a été solennellement réaffirmée le 2 décembre dernier devant le Congrès, lors de son discours sur l'état de la Nation, au cours duquel il a insisté sur la nécessité de protéger les populations vulnérables, d'étendre les filets sociaux et de garantir l'accès aux services sociaux de base. Moins de trois semaines après cette déclaration, ces engagements ont pris une dimension opérationnelle avec le lancement officiel du Programme national de protection sociale (PNPS). La cérémonie s'est tenue le 18 décembre 2025 dans la commune d'Agoè-Nyivé 4, sous la présidence de



Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre et Secrétaire générale de la Présidence du Conseil, représentant le Chef de l'État. La rencontre a mobilisé de hautes personnalités, notamment la première Vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mme Ibrahima Mémounatou, plusieurs membres du gouvernement, des autorités administratives et traditionnelles, ainsi que des partenaires techniques et financiers. Ce lancement consacre l'opérationnalisation de la première composante du PNPS : les transferts monétaires inconditionnels au profit

de plus de 700 000 ménages vulnérables sur l'ensemble du territoire. Alignée sur l'axe 1 de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025, cette initiative vise à renforcer la résilience des ménages face aux chocs économiques, à lutter contre l'extrême pauvreté et à promouvoir l'inclusion sociale.

#### Le PNPS pour l'inclusion sociale et économique

Au-delà des transferts monétaires, le Programme national de protection sociale se veut un mécanisme innovant et intégré. Il est aligné sur la poli-

tique nationale de protection sociale adoptée par décret en Conseil des ministres le 17 décembre 2025. Outre sa première composante, le PNPS comprend deux autres volets majeurs : l'emploi des jeunes, notamment ceux en situation de vulnérabilité, et l'autonomisation économique des ménages vulnérables, en particulier des femmes. Cette approche globale traduit la volonté des autorités de faire des jeunes et des femmes des acteurs clés du développement économique et social. Rendant hommage au Président du Conseil, Dr Sandra Ablamba Johnson a salué son leadership et son engagement constant dans la lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale. Elle a égale-



ment remercié les partenaires techniques et financiers, la société civile et le secteur privé pour leur accompagnement, tout en exhortant les bénéficiaires à une utilisation responsable des fonds reçus. Les bénéficiaires, par la voix de leur représentant, ont exprimé leur satisfaction et leur reconnaissance, estimant que ce programme renforce leur dignité et leur capacité à faire face aux difficultés économiques.

#### Des progrès notables en matière de protection sociale au Togo

Le lancement du PNPS s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement de la protection sociale au Togo. Ces dernières années, des avancées significatives ont été enregistrées, notamment avec l'Assurance maladie

universelle (AMU), qui couvre aujourd'hui plus de 4,4 millions de personnes, y compris trois millions de travailleurs du secteur informel depuis octobre dernier. À cela s'ajoutent des programmes structurants tels que School AMU, les cantines scolaires ayant permis la distribution gratuite de 41 millions de repas chauds à près de 220 000 écoliers, ainsi que la distribution de kits scolaires à plus de 100 000 jeunes filles pour la rentrée 2025-2026. Le programme Wezou, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), le projet de filets sociaux et services de base (FSB) et le programme Novissi ont également contribué à améliorer les conditions de vie de millions de Togolais.



## HOROSCOPE finance

**Bélier** La planète Pluton vous forcera à reconnaître que votre prodigalité vous a conduit dans une voie sans issue. Mais il vous apportera en même temps les moyens de vous en sortir ; profitez-en vite !

**Taureau** Ne signez pas de papiers vous engageant à quoi que ce soit si vous n'êtes pas absolument sûr de pouvoir en assumer la responsabilité en temps voulu. Méfiez-vous de l'impulsivité et de la griserie que vous insufflera aujourd'hui Pluton maléficié.

**Gémeaux** Sur le plan financier, vos chances seront assez bonnes, et une gratification imprévue pourrait venir à point nommé pour vos dépenses imprévues également. Cela dit, n'espérez tout de même pas gagner un pactole !

**Cancer** Avec cet aspect de Jupiter, vous aurez droit à une certaine chance dans le domaine des finances. Ce sera le moment de négocier avec votre banquier, de faire un emprunt ou de réorganiser vos placements.

**Lion** Vous serez bien inspiré dans vos transactions financières. N'hésitez pas à agir dans le domaine des placements et des obligations. De plus, vous bénéficierez d'une chance au jeu bien plus grande qu'à l'habitude.

**Vierge** Occupez-vous des renouvellements de contrats, de baux de locations, d'assurances. Il serait dommage de vous mettre dans une position inconfortable par simple manque de prévoyance ou par oubli.

**Balance** Le secteur financier sera assez bien protégé. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une rentrée d'argent provenant d'un placement. Le Soleil en aspect harmonique pourrait aussi vous donner de bonnes idées pour améliorer vos ressources. Un bémol cependant : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux.

**Scorpion** Pensez à développer vos relations dans les diverses administrations et organismes : vous y récolterez des protections efficaces en temps voulu. Les rapports avec l'étranger devront exiger votre plus grande attention en cette journée.

**Capricorne** L'immobilier ne sera pas aujourd'hui un facteur de chance et pourrait donner naissance à de multiples problèmes. La prudence sera de mise lors d'un achat ou d'une transaction ; il conviendrait d'éviter tout emballement susceptible de faire perdre le sens critique vis-à-vis de l'état réel du bien à acquérir.

**Sagittaire** Vous devrez veiller à vous occuper de toutes vos obligations en suspens, qu'il s'agisse de factures, de traites à payer ou d'autres corvées. Vous devrez aussi mettre bon ordre dans vos papiers et dans votre comptabilité.

**Verseau** Jupiter en aspect favorable va vous aider à améliorer votre équilibre budgétaire. Une rentrée d'argent surprise est même possible pour certains. Mais attention à cet aspect de Neptune : ne prenez pas trop de risques, et évitez les dépenses exagérées.

**Poisson** Vous voudrez vivre le présent dans les meilleures conditions, et vous serez donc bien décidé à améliorer votre confort et celui de vos proches. D'autant plus que, sous l'impulsion de Jupiter, vous aurez envie d'améliorer votre standing. Toutefois, il serait imprudent d'engager de gros frais sans être absolument certain de pouvoir vous acquitter des traites et du remboursement des emprunts sur plusieurs années.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télésou  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

#### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

#### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

#### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

#### Rédacteurs

Hélène MARTELOT  
Nicole ESSO  
cVivien ATAHPABEM  
Wilson LAWSON

#### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

#### Correcteur

Michel Yao AYEVA

#### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



## PRIMA-TOGO et ProMIFA

## Opérationnalisation des organes de gestion de plaintes pour les projets et programmes agricoles

Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, des Ressources Animales et de la Souveraineté Alimentaire, opérationnalise et renforce les capacités des organes de gestion de plaintes dans le cadre de deux projets clés visant à promouvoir le développement agricole et à améliorer les conditions de vie en milieu rural.

Le Programme régional d'intégration des marchés agricoles (PRIMA) et le Projet d'appui au Mécanisme incitatif de financement agricole (ProMIFA), développés pour une durée de mise en œuvre de six (06) ans, s'inscrivent dans une démarche visant des objectifs similaires. Leur but est de renforcer les chaînes de valeur agricoles, d'améliorer l'accès aux marchés et aux services financiers pour les petits producteurs agricoles, les organisations professionnelles ainsi que pour les microentreprises dirigées par des jeunes et des femmes. Le PRIMA Togo et le ProMIFA, sont le fruit d'une bonne coopération entre le gouvernement togolais et le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour un investissement conséquent dans l'agriculture en milieu rural.

Cependant, la diversité des acteurs impliqués, la variété des interventions, les défis financiers et sociaux pour l'implémentation de leurs activités peuvent engendrer des malentendus, des tensions, voire des conflits à l'échelle locale. Pour l'équité et la justice sociale puis conformément aux exigences du cadre de partenariat entre le gouvernement togolais et le Fonds international de développement agricole (FIDA), les projets doivent mettre en place un mécanisme clair, accessible et fiable pour prévenir, recevoir, traiter et résoudre les plaintes des personnes qui estiment avoir subi ou être susceptibles de subir un préjudice lié à l'exécution des activités.

Ce dispositif a pour objectif de promouvoir le règlement amiable des différends, d'accroître la transparence et de maintenir la cohésion sociale au sein des communautés concernées.

Un mécanisme



## commun PRIMA-ProMIFA basé sur la décentralisation

Dans ce cadre, un Mécanisme de gestion des plaintes (MGP) a été développé et validé par toutes les parties prenantes. Ce mécanisme s'appuie sur les comités déjà établis dans le cadre du projet Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP), permettant ainsi de tirer parti des résultats existants et d'éviter la redondance des structures.

Le MGP se fonde sur une architecture décentralisée constituée de comités de gestion des plaintes à cinq niveaux : cantonal, communal, préfectoral, régional et central. Sur le terrain, ces comités bénéficient du soutien des guides communautaires présents dans les villages, qui jouent un rôle clé en matière d'information, d'écoute et d'orientation des populations.

Cependant, l'efficacité de ce dispositif est directement liée à la capacité des membres des comités à maîtriser les procédures, utiliser de façon correcte les outils mis à leurs dispositions et assurer un traitement rapide, confidentiel et fiable des griefs.

Un diagnostic pour

## identifier les besoins réels

Une mission de diagnostic conjointe PRIMA-ProMIFA s'est déroulée du 24 au 30 novembre 2024 sur le terrain. Elle a permis de passer en revue le fonctionnement des Organes de gestion des plaintes (OGP) à chaque niveau et de faire ressortir plusieurs lacunes : insuffisances en compétences techniques pour le traitement des plaintes, faiblesse ou absence de certains outils de travail, dispositifs limités pour la remontée et la consolidation des informations.

Le diagnostic conclut à la nécessité d'un renforcement de capacités, aussi bien sur le plan technique que matériel, pour garantir l'accessibilité du mécanisme, la célérité dans les réponses, la confidentialité des informations et la traçabilité de toutes les étapes du processus.

## Un programme de renforcement de

## capacités ciblé

Sur la base de ce constat, les deux projets ont élaboré des termes de référence pour une mission de renforcement de capacités techniques et matérielles des comités de gestion des plaintes.

L'objectif général est clair : rendre pleinement opérationnels les comités à tous les niveaux, afin d'assurer une gestion des plaintes efficace, transparente, participative et sécurisée. De manière spécifique, cette initiative vise à : former les membres des comités de gestion des plaintes (CGP) sur les procédures du mécanisme, doter les organes de gestion des plaintes en matériels et outils adaptés à la collecte, au traitement, à l'enregistrement, au suivi et à l'archivage des plaintes, faciliter l'appropriation des documents de référence par les membres des comités, renforcer la coordination entre les niveaux de gestion des plaintes et

les unités de gestion des projets PRIMA Togo et ProMIFA.

Formation, outils et coordination  
Les activités ont été conduites dans un premier temps dans la zone d'intervention du PRIMA Togo, incluse dans celle du ProMIFA qui a ensuite fait le même travail avec le reste des comités à l'échelle nationale.

Les modules de formation ont couvert plusieurs volets : fonctionnement général du MGP, traitement des plaintes sensibles, notamment celles liées aux violences basées sur le genre, au harcèlement sexuel, aux abus et à l'exploitation sexuelle, utilisation des outils d'enregistrement, d'analyse, de réponse et d'archivage, usage des fiches pratiques (réception, suivi, accusé de réception, procès-verbal, etc.), rapportage et consolidation des données.

Ainsi les sessions de renforcement de capacités

techniques et matérielles des organes de gestion des plaintes se sont déroulées du 15 au 20 décembre 2025 dans les chefs lieu des neuf préfectures des quatre corridors du PRIMA-Togo (Mango, Gando, Elavagnon, Notsé, Kara, Kéto, Anié, Tchamba, Tohou). Elles ont réuni par préfecture, tous les membres de chaque comité. La méthodologie de travail s'est basée sur une alternance d'exposés théoriques, d'études de cas, de simulations et de jeux de rôles.

À l'issue des formations, chaque comité a reçu un kit complet comprenant notamment : des carnets d'enregistrement des plaintes et d'accusés de réception, des carnets de propositions de réponses et de procès-verbaux de résolution, des registres de résolution et d'archivage, un manuel de gestion des plaintes, ainsi que le matériel de base (stylos, crayons, gommes, chemises à rabat, enveloppes A3).

Il a été partagé aux participants de l'existence d'un dispositif de suivi et de supervision structuré pour garantir la continuité et la qualité du fonctionnement du Mécanisme de gestion des plaintes. Un rappel a été fait sur le dispositif de coordination avec la mise en place d'un calendrier de supervision trimestrielle par les unités de gestion des projets, l'intégration des comités dans une plateforme numérique (notamment via WhatsApp) pour un reporting harmonisé, la définition d'un mécanisme d'appui technique ponctuel, à distance ou sur site.

Une évaluation des acquis est réalisée à l'aide de questionnaires et d'échanges après chaque session de formation, afin de recueillir les recommandations des participants et d'ajuster le dispositif sur le long terme.

Vincent Moussa





Zone de production café-cacao

Des cadeaux de fin d'années offerts aux chefs traditionnels

Les chefs traditionnels des zones de production de la filière café et cacao ont reçu des cadeaux de fin d'années du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), le jeudi 18 décembre à Kpalimé.

L'initiative, portée par le Président du Conseil dans le cadre des actions d'accompagnement en faveur de cette filière avec l'appui des ministères en charge du Commerce et de l'Agriculture, a été mise en œuvre par le CCFCC. Elle vise à renforcer l'implication des autorités traditionnelles dans l'organisation et le développement de la filière. L'objectif est de consolider le soutien des chefs traditionnels aux producteurs, d'améliorer le bien-être des planteurs, d'encourager une production durable et de promouvoir le développement communautaire. Il s'agit également de favoriser leur implication dans l'encadrement et la sensibilisation des producteurs, en vue d'une meilleure rentabilité et d'une production plus dynamique et bénéfique aux populations des zones concernées. La rencontre s'est déroulée en présence du secrétaire général du CCFCC, Anselme Gouthon, du maire de Kloti 1, des représentants du ministère de l'Agricul-



ture et du Commerce ainsi que des acteurs de la filière café et cacao. Le ministre en charge de l'Environnement, Pr Dodzi Komla Kokoroko, a souligné que la filière café-cacao constitue un pilier stratégique de l'économie nationale. « Les producteurs sont les principaux acteurs et les chefs traditionnels jouent un rôle déterminant dans la cohésion sociale, la sécurisation du foncier, le respect des règles communautaires et l'adoption de bonnes pratiques agricoles », a-t-il précisé. Le ministre a également invité les garants des us et coutumes à poursuivre la sensibilisation de leurs communautés à la paix, à la solidarité, au respect des lois de

la République et à l'accompagnement des initiatives en faveur du développement durable de la filière café-cacao. Le préfet de Kloti, Assan Koku Bertin, a relevé l'importance de la filière café et cacao dans l'économie nationale et a salué les actions du président du Conseil et du CCFCC en faveur des chefs traditionnels des zones de production. Au nom des bénéficiaires, le président du conseil des chefs traditionnels de Kloti, Togbui Dzédo V, a exprimé la reconnaissance des chefs traditionnels au Président du Conseil et au CCFCC pour cette marque d'attention.

Avec ATOP/AYH/ER/MD

CAN

La compétition sera désormais organiser tous les 4 ans, à partir de 2028

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe a annoncé, le samedi 20 décembre à Rabat, que la Coupe d'Afrique des nations (CAN) sera désormais organisée tous les quatre ans à partir de l'édition 2028, mettant fin au cycle biennal qui prévalait jusqu'ici.



Cette annonce historique à la veille du match d'ouverture de la 35<sup>e</sup> édition de la CAN Maroc 2025, opposant le pays hôte aux Comores. Selon Patrice Motsepe, cette réforme vise à mieux harmoniser le calendrier du football africain avec celui du football mondial et à réduire les conflits récurrents avec les compétitions internationales. Le président de la CAF a précisé que la CAN 2027 se tiendra en Tanzanie, au Kenya et en Ouganda avant d'évoluer vers un cycle de quatre ans. Il a souligné que la confédération définira ultérieurement le pays hôte des édi-

tions suivantes, notamment en Afrique du Nord. Pour maintenir une dynamique compétitive entre deux éditions de la CAN, la CAF prévoit de lancer, à partir de 2029, une Ligue africaine des nations annuelle. Cette nouvelle compétition réunira les meilleurs joueurs évoluant sur le continent. « Cela permettra d'avoir chaque année une compétition d'envergure équivalente à la CAN, avec des joueurs de haut niveau », a souligné M. Motsepe. Cette réforme intervient après plusieurs années de tensions entre la CAF, la FIFA et les clubs européens, souvent réticents à libérer leurs joueurs

durant la saison. L'édition 2025 de la CAN a elle-même été reportée à décembre afin d'éviter un chevauchement avec la Coupe du monde des clubs de la FIFA, élargie à 32 équipes. Sous la pression des clubs européens, la FIFA avait également repoussé la date officielle de libération des joueurs au 15 décembre, soit seulement six jours avant le début du tournoi. Une décision vivement critiquée par plusieurs sélectionneurs africains, qui ont dénoncé une fenêtre de préparation trop courte pour les équipes nationales.

Avec ATOP/ER/GKN

Real Madrid

Florentino Pérez prend position dans la polémique Vinicius Jr !

La direction du Real Madrid a fait passer un message très clair à l'attaquant brésilien suite à l'épisode houleux de samedi soir.

C'est reparti. Samedi soir, Kylian Mbappé a certes égalé un record historique de Cristiano Ronaldo avec 59 buts sur une année civile, tout comme les Merengues ont obtenu une précieuse victoire 2-0 contre Séville. Mais c'est surtout de Vinicius Jr dont on parle ce dimanche en Espagne. Sifflé lors de son remplacement en fin de match, l'attaquant brésilien a encore fait des siennes sur les réseaux sociaux, et ce n'est clairement pas passé inaperçu. Dans les minutes qui ont suivi le coup de sifflet final, l'ancien de Flamengo a publié des photos avec une légende très claire : « ... ». Puis, il a changé sa photo de profil, troquant un cliché de lui portant le maillot du Real Madrid pour une photo de lui avec le maillot de la sélection brésilienne. Pour les médias madrilènes, c'est un message très fort envoyé par le numéro 7 à



tout le madridismo, et on semble avoir atteint un point de rupture et de non-retour, alors que les supporters merengues avaient déjà été très agacés par son attitude sur le banc lors du match de Copa del Rey contre Talavera.

Florentino Pérez du côté de Vinicius Jr

Et comme l'explique AS, la direction du Real Madrid semble avoir choisi son camp dans cette histoire. L'état-

major du club se range ainsi du côté du joueur, qu'il soutient contre vents et marées. S'il est vrai que Florentino Pérez a mis un petit coup de pression au joueur récemment, afin qu'il améliore son niveau de performance sur le terrain, le patron madrilène reste convaincu qu'il doit être considéré comme une star de l'équipe. Tout comme il est conscient du travail réalisé par la vedette de la Canarinha et du sérieux du joueur, avec qui le dialogue serait très fluide. Alors que la gronde continue du côté des supporters merengues, les décideurs madrilènes n'ont donc aucun problème avec le Brésilien. Est-ce une stratégie pour le convaincre de rester, alors que son contrat expire en 2027 ? C'est une possibilité, et pour l'instant, force est de constater que les choses n'avancent pas vraiment dans le sens du club de la capitale espagnole...

Avec footmercato.net

Premier League

Liverpool a déjà choisi le remplaçant de Mohamed Salah

Les Reds savent déjà qui recruter pour remplacer l'attaquant égyptien, qui devrait quitter le club cet hiver...

Mohamed Salah rejouera-t-il avec Liverpool ? Pour beaucoup d'observateurs, cette entrée en jeu face à Brighton le week-end dernier était peut-être la dernière occasion de voir la vedette égyptienne sous la tunique des Reds. Et pour cause, l'attaquant est parti rejoindre sa sélection pour la CAN 2025 au Maroc, alors que le mercato hivernal va ouvrir ses portes début janvier. Ses déclarations en début de mois, critiquant son club et ouvrant clairement la porte à un départ, ne lui ont toujours pas été pardonnées sur les rives de la Mersey, même si la presse locale explique que les choses se sont un peu calmées avec Arne Slot. Derrière, on a eu confirmation que l'Arabie



saoudite rêvait toujours d'attirer le numéro 11 liverpuldien dans ses rangs, alors que ce dernier ne dirait pas non à un nouveau challenge en Premier League.

Liverpool veut se renforcer cet hiver

Et forcément, il faudra le remplacer. Comme l'indique The Guardian, les Reds ont déjà une petite idée... Antoine Semenyo est ainsi considéré comme le remplaçant idéal

de Salah. L'ailier de 25 ans de Bournemouth, qui ne sera pas à la CAN puisque le Ghana n'est pas qualifié, est très apprécié par Liverpool... et c'est réciproque. Le média indique ainsi que le joueur, aussi convoité par Manchester United, Tottenham et Manchester City, serait plutôt tenté par les Reds. Mieux, il aurait une clause libératoire activable en début du mois de janvier d'un peu moins de 75 millions d'euros, ce qui faciliterait clairement un départ. Cette saison, il a inscrit 8 buts et réalisé 3 passes décisives en 16 rencontres de Premier League et affiche une capacité déconcertante à faire des différences devant, en bonne partie grâce à sa vitesse.

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**





# Découvrez Nos animateurs !

En exclu sur YouTube de BOA-TOGO 



Fabio Kool

Cyprien

Titivi

Alida BANLAME

Junior DOGBE

Moctar